



**Service économique pour l'Éthiopie, Djibouti
et l'Érythrée**
**Ambassade de France en Éthiopie et auprès
de l'Union africaine**

Addis-Abeba, le 18 décembre 2019
Affaire suivie par : Alice Féray
Revue par : A.-B. Masson, Lauriane Houbin

Les investissements directs étrangers (IDE) en Éthiopie en 2018

Résumé : Le stock d'investissements directs étrangers (IDE) en Éthiopie s'élève à 22,3 Mds USD en 2018 selon la CNUCED, soit 27,7 % du PIB éthiopien. En forte progression depuis 2012 (passant de 279 M USD en 2012 à 4 Mds USD en 2017), les flux nets d'IDE ont reculé de -17,6 % en 2018 pour atteindre 3,3 Mds USD. Les principaux investisseurs étrangers sont la Chine (2 Mds USD), l'Arabie saoudite (1 Md USD) et la Turquie (0,6 Md USD), qui détiennent à eux seuls 55 % du stock d'IDE. Malgré la présence historique du groupe Castel et de Total, la France demeure un investisseur de second rang qui, avec des flux annuels moyens de 6,8 M EUR sur les dix dernières années (8,1 M EUR en 2018), constituerait le 11^{ème} investisseur en stock dans le pays. D'après la Banque de France, le stock d'IDE français représente 82,8 M EUR (une enquête du Service économique aboutit à un stock de 700 M EUR), ce qui place l'Éthiopie au 28^{ème} rang des pays récipiendaires des investissements français en Afrique subsaharienne. L'étendue et le dynamisme de l'économie éthiopienne (105 M d'habitants et une croissance du PIB qui a atteint +7,7 % en 2018) demeurent des atouts majeurs pour attirer des investisseurs étrangers. Toutefois, des difficultés structurelles et le climat des affaires (le pays se classe au 159^{ème} rang sur 190 du classement « *Doing Business* » de la Banque mondiale) restent un frein à l'attractivité du pays. En vue de placer l'Éthiopie dans les 100 premiers pays du classement d'ici 2021, le gouvernement s'est doté d'une stratégie visant à améliorer le climat des affaires et à ouvrir plusieurs pans de l'économie jusqu'alors réservés aux entreprises publiques.

En dépit de la baisse des flux d'IDE de -17,6 % en 2018, l'Éthiopie devient le 3^{ème} récipiendaire d'IDE en Afrique subsaharienne

En 2018, d'après la CNUCED, le stock d'IDE en Éthiopie a progressé de +20,2 % par rapport à 2017 pour atteindre 22,3 Mds USD (cf. Annexe 1), soit 27,7 % du PIB éthiopien et 3,5 % du stock d'IDE en Afrique subsaharienne. Selon le ministère chinois du Commerce, le **stock d'IDE de la Chine en Éthiopie se portait à 2 Mds USD en 2017**, ce qui ferait de la Chine **le premier investisseur dans le pays** (30 % du stock d'IDE selon l'*Ethiopian Investment Commission* (EIC) ; cf. Annexe 2). L'Arabie saoudite et la Turquie, respectivement deuxième et troisième investisseurs, détiendraient 15,6 % et 8,9 % du stock d'IDE. **Avec une part de seulement 1,3 %, la France représenterait selon l'EIC le 11^{ème} investisseur mondial et le 5^{ème} européen** derrière le Royaume-Uni, les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Italie.

Après avoir été multipliés par 14 entre 2012 et 2017, **les flux d'IDE entrants se sont, d'après la CNUCED, contractés pour atteindre 3,3 Mds USD en 2018** (contre 4 Mds USD en 2017 ; - 17,6 % en g.a.). Ces flux classent toutefois l'Éthiopie – 5^{ème} économie d'Afrique subsaharienne – au **3^{ème} rang des pays d'Afrique subsaharienne** (1^{er} rang en Afrique de l'Est) **récipiendaires d'IDE en 2018**, derrière l'Afrique du Sud et la République du Congo.

Selon l'EIC, **les IDE sont majoritairement tirés par le secteur manufacturier, qui représente 75 % du stock d'IDE**, suivi de la construction (10 %) et de l'agriculture (8 %). Les flux d'IDE devraient être amenés à croître dans les années à venir sous l'effet des **nouvelles réformes initiées par le gouvernement actuel visant l'ouverture du capital de sociétés publiques aux investisseurs étrangers**, l'attribution de nouvelles licences d'exploration pétrolière et minière (or, minerai de fer, potasse, cuivre, etc.) et l'ouverture de certains secteurs monopolistiques. Dans le cadre de ses réformes, *Ethio Telecom* – l'un des trois derniers opérateurs publics de télécommunications en situation de monopole (avec Djibouti et l'Érythrée) – devrait notamment lancer début 2020 un appel d'offres concernant (i) l'attribution de deux nouvelles licences d'opérateurs et (ii) l'ouverture à 49 % du capital de la société.

Dès à présent, la **Proclamation sur les investissements – entrée en vigueur en 2012, amendée en 2014 et récemment révisée par l'EIC – devrait être adoptée** par le Parlement d'ici la fin 2019. Elle devrait **permettre au secteur privé d'investir à 100 % ou en co-entreprise dans certains secteurs précédemment réservés au secteur public**, à l'image de **l'ouverture du secteur logistique en co-entreprise** à participation minoritaire (jusqu'à 49 %) qui a déjà été autorisée par l'*Ethiopian Investment Board* en septembre 2018.

Fin 2018, le gouvernement a également annoncé le lancement de **17 projets en partenariat public-privé (PPP)** pour un investissement total de 7,5 Mds USD dans des secteurs définis comme stratégiques, à savoir l'énergie (8 projets solaires – dont certains s'inscrivent dans le programme « *Scaling Solar* » de la Banque mondiale – et 5 projets hydroélectriques pour une capacité totale de 3 071 MW) et le transport routier (t3 projets).

Par ailleurs, l'entreprise publique *Ethiopian Sugar Corporation*, qui **souhaite privatiser treize sucreries**, a lancé en avril 2019 un appel à manifestation d'intérêt pour recueillir des informations sur les modalités d'engagement des investisseurs potentiels. Enfin, une direction générale pour les PPP a été mise en place au sein du ministère des Finances éthiopien afin de superviser la mise en œuvre des PPP et simplifier les procédures nécessaires à l'obtention de permis et la résolution de contentieux.

Le stock d'IDE français en Éthiopie – qui atteindrait 686 M EUR d'après une enquête du Service économique – demeure pour l'essentiel le fait de deux entreprises

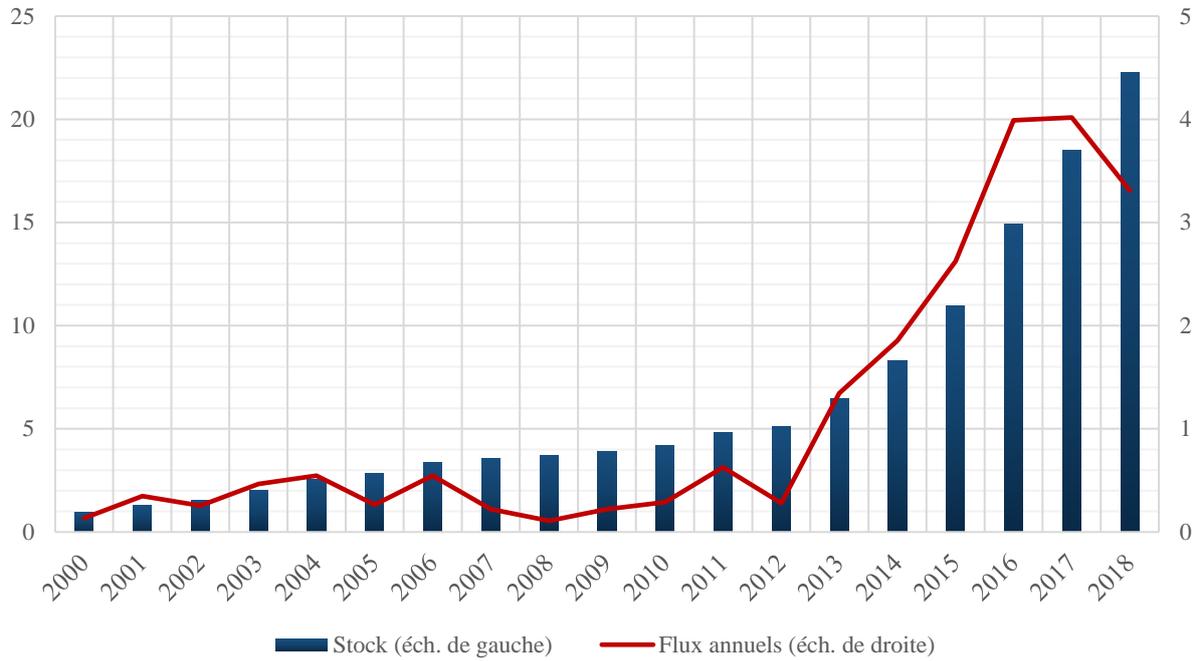
Selon les chiffres de la Banque de France, **les flux nets de la France – fortement volatils sur la dernière décennie – ont reculé entre 2017 et 2018, passant de 12,7 à 8,1 M EUR** (cf. Annexe 3). Avec un stock d'IDE qui s'établit à 82,8 M EUR, l'Éthiopie serait le 28^{ème} récipiendaire des IDE français en Afrique subsaharienne (31^{ème} en 2017) derrière le Soudan et devant l'Ouganda. Les activités de négoce (hors automobile) regrouperaient 63 % de ce stock, suivies des industries alimentaires (9 %) et des activités d'ingénierie et d'analyses techniques (7 %).

Ces chiffres semblent fortement sous-estimer la présence des entreprises françaises, qui réalisent pour certaines leurs opérations en devise locale ou *via* leurs filiales étrangères. Ainsi, selon un recensement mené par le Service économique début 2019, **les quelques 35 filiales françaises implantées en Éthiopie auraient investi près de 700 M EUR**. Historiquement, les **deux plus grands investisseurs français en Éthiopie demeurent le groupe Castel**, implanté en 1999 et qui possède cinq brasseries dans le pays, **ainsi que Total**, présent depuis 1950 et qui dispose d'un réseau de 160 stations-services.

Le gouvernement entend améliorer le climat des affaires

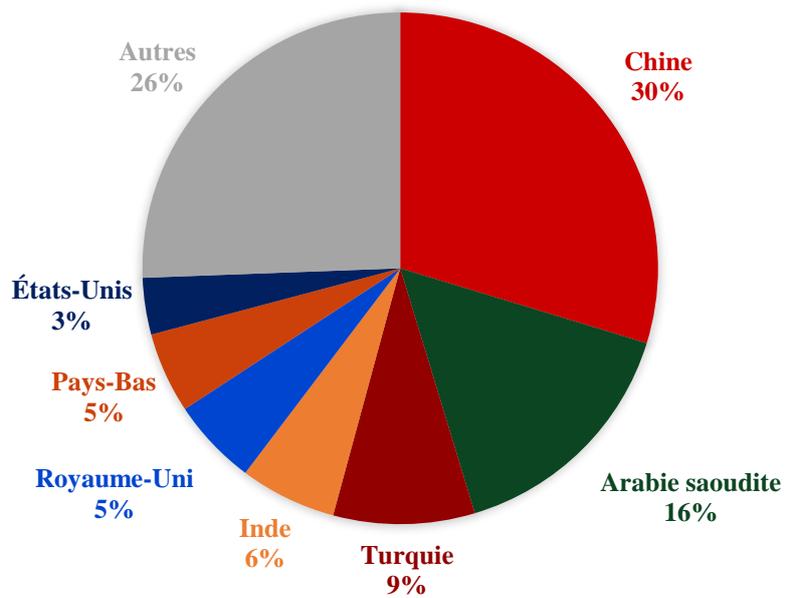
Si le gouvernement a, dans le cadre de la nouvelle stratégie économique « *Homegrown Economic Reform* » dévoilée en septembre 2019, entamé d'ambitieuses réformes afin de classer l'Éthiopie parmi les 100 premiers pays du classement *Doing Business* de la Banque mondiale d'ici 2021, **l'Éthiopie ne se classe qu'au 159^{ème} rang du classement 2020**. Les principaux freins à l'attractivité soulignés sont la protection des investisseurs minoritaires (189^{ème}), l'obtention de prêts (176^{ème}) et la création d'entreprise (168^{ème}). **Des difficultés récurrentes subsistent également en matière de délais de paiement, de disponibilité de devises étrangères, d'administration fiscale, de risques sécuritaires, de chaînes logistiques et d'exécution des contrats.**

Annexe 1 : évolution des flux et stock d'IDE en Éthiopie en Mds USD



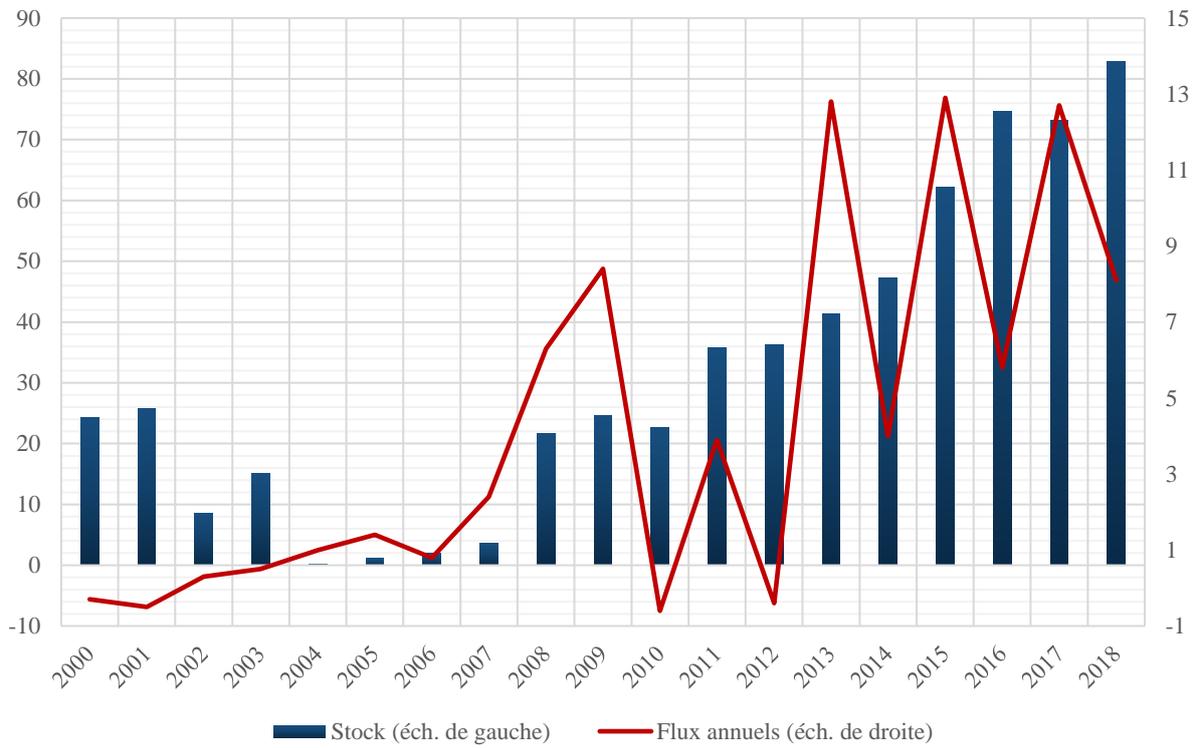
Source : CNUCED

Annexe 2 : ventilation géographique du stock d'IDE en Éthiopie en 2018



Source : EIC

Annexe 3 : évolution des flux et stock d'IDE français en Éthiopie en M EUR



Source : Banque de France